



KPMG Audit
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France



Membre français de Grant Thornton International
29, rue du Pont
CS 20070
92578 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

Latécoère S.A.

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2016
Latécoère S.A.
135, rue de Périole - 31500 Toulouse
Ce rapport contient 23 pages
Référence : MD - 172.097 RCA

Latécoère S.A.

Siège social : 135, rue de Périole - 31500 Toulouse
Capital social : € 188.398.504

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Latécoère S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes annuels au 31 décembre 2016 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, comme indiqué dans la note 2.2 « Hypothèses et estimations » de l'annexe des comptes annuels. C'est dans ce contexte qu'en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Operations en devises

La note 2.13 « Enregistrement des opérations en devises » de l'annexe des comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à l'enregistrement des opérations en devises.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables en vigueur et des informations fournies à la note précitée et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Provision pour coûts de restructuration

Votre société a constitué des provisions pour coûts de restructuration pour un montant de 30,1 millions d'euros dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels que décrits dans la note 1 « Faits marquants - Lancement du projet Transformation 2020 » de l'annexe.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier la nature des éléments constitutifs de ces provisions pour coûts de restructuration et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Contrats de construction

La note 2.7 « Stocks et en-cours » des comptes annuels expose notamment les méthodes comptables et les modalités de reconnaissance du revenu à l'avancement des contrats de construction, dont les résultats sont déterminés sur la base d'estimations, réalisées sous le contrôle de la Direction, pour ce qui concerne notamment les hypothèses industrielles et les taux de change. Cette note souligne en outre que lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la fondation de notre opinion exprimé dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle ainsi qu'à l'identité des détenteurs de capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les commissaires aux comptes,

Labège, le 28 avril 2017


KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Michel Dedieu
Associé

Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2017

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International



Gilles Hengoat
Associé

COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIETE LATECOERE S.A. AU 31 DECEMBRE 2016

1 Bilan de la société LATECOERE S.A.

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	Amort. Prov.	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Frais d'établissement	9 011	2 318	6 693	8 531
Fonds de commerce	500	500	0	0
Logiciels	18 712	8 256	10 455	2 199
Immobilisations incorporelles	28 222	11 074	17 148	10 730
Terrains	505		505	505
Constructions	12 201	7 426	4 774	1 981
Installations techniques, outillages	35 935	25 172	10 763	11 651
Autres immobilisations corporelles	1 495	1 168	327	3 945
Immobilisations en cours	4 671		4 671	13 491
Avances et acomptes	214		214	0
Immobilisations corporelles	55 021	33 766	21 255	31 573
Autres participations	45 954	1 151	44 803	44 703
Créances rattachées à des participations	26 523		26 523	26 657
Autres titres immobilisés	25		25	25
Prêts	409	409	0	0
Autres immobilisations financières	211	0	211	209
Immobilisations financières	73 122	1 560	71 561	71 594
ACTIF IMMOBILISE	156 364	46 400	109 964	113 897
Matières premières	22 982	8 330	14 652	23 021
En-cours de production de biens	224 119	6 311	217 808	237 472
Produits intermédiaires et finis	31 643	3 422	28 221	27 835
Stocks et en-cours	278 744	18 063	260 681	288 327
Avances, acomptes versés sur commandes	756		756	167
Créances clients et comptes rattachés	16 963		16 963	9 102
Autres créances	137 857		137 857	126 314
Valeurs mobilières de placement	0		0	62 314
Disponibilités	141 549		141 549	18 783
Charges constatées d'avance, écarts de conversion	8 130		8 130	8 503
ACTIF CIRCULANT	583 999	18 063	565 936	513 512
TOTAL ACTIF	740 363	64 463	675 901	627 409

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Capital social ou individuel	188 087	186 694
Primes d'émission, de fusion, d'apport	214 408	213 607
Réserve légale	1 722	1 722
Autres réserves	107 496	107 496
Report à nouveau	-204 562	-195 937
Résultat de l'exercice	-39 410	-8 625
Provisions réglementées	5 342	5 814
Capitaux propres	273 083	310 772
Avances conditionnées	33 428	32 021
AUTRES FONDS PROPRES	33 428	32 021
Total Fonds propres	306 511	342 793
Provisions pour risques	1 918	830
Provisions pour charges	32 606	2 428
Provisions pour risques et charges	34 524	3 258
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	82 420	98 880
Emprunts et dettes financières divers	0	3 009
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	87 648	76 357
Dettes fiscales et sociales	25 699	28 576
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 652	882
Autres dettes	132 568	66 672
Produits constatés d'avance - Ecart de conversion	4 877	6 981
Total dettes	334 866	281 358
TOTAL PASSIF	675 901	627 409

2 Compte de résultat de la société LATECOERE S.A.

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Production vendue de biens	476 420	494 410
Production vendue de services	16 544	10 880
Chiffre d'affaires net	492 963	505 290
Production stockée	-21 841	-13 803
Production immobilisée	1 677	12 146
Subventions d'exploitation	2 217	2 121
Reprises amortissements, provisions, transferts de charges	7 835	17 904
Autres produits	37	202
Produits d'exploitation	482 889	523 860
Variation de stock (marchandises)	0	48
Achats matières premières, approvisionnements	35 666	45 598
Variation stocks (matières premières, approvisionnements)	13 186	769
Autres achats, charges externes	341 490	349 319
Impôts et taxes et versements assimilés	6 057	9 371
Salaires et traitements	48 109	47 020
Charges sociales	22 334	23 407
Dotations aux amortissements	8 204	4 962
Dotations aux provisions sur actif circulant	1 947	7 804
Autres charges d'exploitation	788	717
Charges d'exploitation	477 781	489 014
RESULTAT D'EXPLOITATION	5 107	34 846
RESULTAT FINANCIER	-22 198	-47 413
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-17 091	-12 567
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-30 786	-681
Participation salariés aux fruits de l'expansion	-491	-1 845
Impôts sur les bénéfices	8 958	6 469
TOTAL DES PRODUITS	498 651	548 908
TOTAL DES CHARGES	538 061	557 533
RESULTAT NET	-39 410	-8 625

3 Tableau de flux de trésorerie de la société LATECOERE S.A.

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Résultat net	-39 410	-8 625
Elimination des amortissements et provisions	38 998	-4 118
Marge brute d'autofinancement	-412	-12 743
Variation du BFR net de provisions	78 096	-14 663
Flux net de trésorerie généré par l'activité	77 684	-27 406
Total des investissements	-4 934	-7 600
Total des cessions	630	44
Flux net de trésorerie provenant des investissements	-4 304	-7 556
Augmentation (réduction) de capital ¹	2 194	284 115
Emissions de dettes financières ²	119	101 074
Remboursements de dettes financières ³	-16 574	-227 825
Flux liés à des participations	-100	165
Flux liés aux avances remboursables	1 406	1 412
Cession (acquisition) d'actions propres	-10	-11
Autres flux liés aux opérations de financement ⁴	0	-68 400
Variation nette des prêts et avances consentis	40	2 313
Flux net de trésorerie provenant du financement	-12 925	92 843
VARIATION DE TRESORERIE	60 455	57 881
Trésorerie d'ouverture	81 077	23 196
Trésorerie de clôture	141 532	81 077
Trésorerie et équivalent de trésorerie	141 549	81 096
Concours bancaires courants	-17	-19
Mobilisation de créances	0	0
TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE	141 532	81 077

¹ Pour 2015 correspond à 3,8 M€ au titre de l'exercice des bons de souscription d'actions et 280,3 M€ au titre de la restructuration de la dette

² Pour 2015, correspond principalement au nouveau crédit syndiqué (100 M€)

³ Pour 2015, correspond au remboursement de la tranche B du crédit syndiqué

⁴ Pour 2015, correspond au remboursement des crédits à court terme pour 52,5 M€ et aux frais décaissés relatifs à la restructuration de la dette pour 15,9 M€

4 Annexe des comptes sociaux au 31 décembre 2016

Les présents documents sont annexés au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2016, dont le total est de 675 901 K€, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 498 651 K€, le total des charges 538 061 K€, et dégageant un résultat déficitaire de 39 410 K€.

L'exercice concerné couvre une période de 12 mois allant du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Les états financiers sont présentés en KEuros arrondis au millier d'euros le plus proche.

NOTE 1 FAITS MARQUANTS

Lancement du projet Transformation 2020

Le 7 juin 2016, le Groupe a annoncé le lancement de son projet de transformation 2020. Dans la continuité du plan Boost déployé avec succès depuis 2014, le projet stratégique Transformation 2020 vise à mettre le Groupe en capacité de bénéficier pleinement du prochain cycle de nouveaux programmes attendu entre 2020 et 2025, grâce à une compétitivité et une capacité d'investissement restaurées.

Le projet repose sur une mutation en profondeur du schéma industriel du Groupe, condition indispensable à son repositionnement stratégique et son développement.

Il nécessite une adaptation de l'organisation dans le cadre d'un Plan de Départ Volontaire suivi d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE), avec maintien en France, dans le Sud-Ouest du centre de décision du Groupe et des activités à haute valeur ajoutée dont l'ingénierie et la Recherche & Technologie. Le projet pourrait conduire à la suppression nette de 172 postes (168 pour la branche Aérostructure et 4 pour les Systèmes d'Interconnexion).

Au 31 décembre 2016, sur la base des derniers éléments connus à la date d'arrêtés des comptes, Latécoère a constitué une provision pour restructuration d'un montant de 30,1 M€ au titre du PSE. Ce montant inclut conformément à la réglementation sur les passifs uniquement les coûts nécessaires induits par le plan de restructuration, en particulier : les indemnités de licenciements, les aides au reclassement et à la formation, et les honoraires des conseils directement associés au PSE. D'autres coûts, tels que les frais de mobilités internes, induits par le plan n'ont pas été provisionnés car non éligible à la réglementation sur les passifs. La plupart des sorties de ressources seront prévues à compter de 2017.

Nouvelle gouvernance

Le conseil d'administration de Latécoère SA réuni le 13 juillet 2016 a décidé la nomination de Yannick Assouad en tant que directrice générale de Latécoère SA à compter du 10 novembre 2016.

Entre le 13 juillet 2016 le 10 novembre 2016, les fonctions de président du conseil d'administration et directeur général ont été assurées par Pierre Gadonneix. Suite à la prise de fonction de Yannick Assouad, le conseil d'administration a décidé de revenir au mode de gouvernance avec dissociation des fonctions de président du conseil d'administration de la fonction de directeur général que Yannick Assouad exerce seule.

NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Présentation des comptes

Les comptes annuels de la société arrêtés au 31 décembre 2016 ont été établis conformément à la réglementation en vigueur, résultant de l'application du règlement ANC 2014-03. De plus, la société applique pour le traitement comptable de certaines opérations spécifiques les recommandations du plan comptable professionnel de l'industrie aéronautique et spatiale.

2.2 Hypothèses et estimations

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

La société formule des hypothèses et établit régulièrement, sur ces bases des estimations relatives à ses différentes activités. Ces estimations sont fondées sur son expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances ; elles intègrent les conditions économiques prévalant à la clôture et les informations disponibles à la date de préparation des états financiers. La Direction revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des éléments d'actif et de passif

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les jugements exercés par la Direction, ayant un impact significatif sur les états financiers et les estimations

présentant un risque important de variations au cours de la période, concernent principalement la marge estimée au titre des contrats de construction (note 2.7), les provisions sur stocks, la valeur recouvrable des immobilisations financières et les avantages au personnel (note 15.2).

Au 31 décembre 2016, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers ont été réalisées dans un contexte économique mondial avec un degré de volatilité encore élevé au regard des perspectives économiques. Les estimations et hypothèses retenues dans les comptes consolidés ont été déterminées à partir des éléments en possession de la Société à la date de clôture notamment concernant :

- les informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents avionneurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique,
- les perspectives d'évolution du dollar à long-terme.

2.3 Frais de recherche et développement

Au 31 décembre 2016, les frais de recherche et développement sont inscrits en charges à l'exception des frais de développement liés aux contrats de construction qui sont comptabilisés en travaux en-cours.

2.4 Autres immobilisations incorporelles

Composées essentiellement de logiciels informatiques, elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (production immobilisée). Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

La différence entre l'amortissement économique, fondé sur la durée d'utilité, et l'amortissement calculé sur la base de la durée fiscale est constatée en amortissement dérogatoire. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée d'usage.

2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût directement attribuable (incluant le prix d'achat, les taxes payées et les frais directs d'achat), diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les dépenses ultérieures relatives à des immobilisations corporelles sont comptabilisées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues si elles maintiennent le niveau de performance de l'actif. Elles sont en revanche ajoutées à la valeur comptable de l'immobilisation initiale quand les avantages économiques futurs sont supérieurs au niveau initial de performance et que leur coût peut être évalué de façon fiable.

Le cas échéant, le coût total d'un actif est réparti entre ses différents éléments constitutifs (composants) s'il s'est

avéré que les durées d'utilité sont différentes. De ce fait chaque élément d'actif est amorti sur une durée distincte. La société LATECOERE a défini des familles de biens pouvant faire l'objet d'une décomposition et les durées d'utilité des composants ainsi déterminés.

Compte tenu du fait que les actifs acquis par la société LATECOERE n'ont pas pour vocation d'être revendus avant leur fin de vie économique, aucune valeur résiduelle n'a été appliquée aux différents actifs corporels immobilisés.

Le mode d'amortissement reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à l'actif.

Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat d'exploitation, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les subventions reçues par la société LATECOERE dans le cadre d'aide au financement d'actifs industriels immobilisés sont comptabilisées en déduction de la valeur d'origine du bien.

Par ailleurs, la société LATECOERE n'a pas retenu l'option de pouvoir intégrer, dans le coût de constitution d'un actif immobilisé, les frais financiers liés à un financement spécifique mis en place à cet effet.

L'ensemble des amortissements associés aux familles et aux sous-familles est repris ci-après.

Famille	Durée d'amortissement
Construction	15 - 40 ans
Installations générales	10 - 20 ans
Installations techniques	6 2/3 - 20 ans
Outils	3 ans
Matériel électronique	5 ans
Matériels informatiques	3 - 5ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau	6 2/3 ans
Mobilier	10 ans

D'une façon générale, la société LATECOERE a opté pour l'utilisation du mode d'amortissement linéaire pour l'ensemble de ses biens. Toutefois, lorsque la nature et la spécificité du bien le permettra, le mode d'amortissement dégressif pourra être retenu.

Dépréciation des actifs

Les valeurs comptables des actifs immobilisés de la société sont examinées à chaque clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. Si un tel indice est identifié, un test de dépréciation est réalisé. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs concerné à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net de coûts de sortie et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée de l'estimation des flux de trésorerie futurs

attendus de l'utilisation de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité d'un actif, la société LATECOERE utilise :

- les prévisions de flux de trésorerie (avant impôt et frais financiers) basés sur des hypothèses qui retiennent l'actif dans son état actuel et représentent la meilleure estimation des conditions économiques qui existeront pendant la durée d'utilité de l'actif restant à courir,
- le taux d'actualisation avant impôt qui reflète les évaluations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Le taux d'actualisation ne reflète pas les risques dont il a été tenu compte lors de l'estimation des flux de trésorerie futurs.

Une dépréciation est constatée à chaque fois que la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable.

2.6 Titres de participation et autres immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont inscrits en comptabilité à leur prix d'acquisition ou de souscription. À la clôture de l'exercice, leur valeur d'usage est déterminée en prenant en compte la situation nette et les perspectives de rentabilité de chacune d'elles.

Autres immobilisations financières

Leur valeur brute est constituée par leur coût d'achat hors frais accessoires.

2.7 Stocks et en-cours

Matières premières

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. La valorisation se fait au prix moyen pondéré. Des provisions pour dépréciation sont constituées sur les matières premières et équipements non movimentés depuis plus d'un an et pour lesquels aucune utilisation n'est prévue à court terme.

Travaux en-cours hors contrat de construction

La valeur brute des travaux en-cours est évaluée suivant la méthode du coût de revient complet à l'exclusion des frais hors production (frais financiers, frais de commercialisation, devis sans suite, frais administratifs...). Des provisions pour dépréciation sont constituées sur les travaux en-cours lorsque leur valeur de réalisation est inférieure à leur valeur comptable.

Contrat de construction (contrats long terme)

La société LATECOERE a conclu avec certains de ses clients des contrats de partenariat dont les caractéristiques sont celles des contrats de construction :

- contrat relatif à la production d'un ensemble de biens étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, technologie et fonction ;
- dont la durée couvre plusieurs exercices.

La comptabilisation de ces contrats répond aux critères ci-dessous :

Les produits et les coûts principaux pris en compte dans le cadre de l'application des contrats de construction sont :

a. pour les produits :

- le montant initial des produits convenus dans le contrat ;
- les modifications des travaux du contrat ou les réclamations dans la mesure où il est probable qu'elles donneront lieu à des produits et où elles peuvent être estimées de façon fiable.

b. pour les coûts :

Les coûts directement liés au contrat ;

- les coûts attribuables à l'activité de contrats en général et qui peuvent être affectés au contrat ;
- tous autres coûts qui peuvent être spécifiquement imputés au client selon les termes du contrat.

La marge est reconnue à l'avancement et calculée par rapport à la livraison des éléments (« milestones »). En effet la société LATECOERE facture à la livraison et toute la facturation effectuée est acquise quelle que soit l'issue du programme.

Il est aussi possible que des facturations complémentaires soient effectuées par la suite (modifications ou suppléments de travaux). Une étude est menée au cas par cas afin de définir les éléments permettant d'identifier l'avancement (« milestones »).

La marge estimée est calculée sur la base d'une prévision comprenant les éléments techniques et budgétaires. Cette marge est révisée périodiquement en fonction des coûts et produits réalisés sur la période et restant à venir. Lorsque le risque de change a fait l'objet d'un contrat de couverture, l'incidence de cette couverture est intégrée dans le calcul de la marge estimée. Lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Dans le cadre de contrats de construction couvrant plusieurs exercices, la société est amenée au cours des premiers exercices à constater au bilan des coûts de production qui seront ensuite recyclés en résultat en fonction de la décroissance réellement observée.

Les contrats de construction sont basés sur des prévisions faites par la société LATECOERE en tenant compte des informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents avionneurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique. Les coûts à venir sont estimés sur la base des organisations industrielles mises en place par la société LATECOERE. Par ailleurs, les flux dollars (chiffres d'affaires et charges) représentant une part significative des flux globaux, la société LATECOERE a fondé ses prévisions sur des hypothèses d'évolution future du dollar en relation avec la durée des contrats. Cette dernière hypothèse peut être

revue en fonction des perspectives d'évolution de la devise et de ses impacts au niveau des prévisions.

2.8 Reconnaissance du revenu

Le revenu est reconnu selon les critères suivants :

- pour les contrats de construction, il convient de se référer à la note 2.7 ;
- pour les autres types de contrats (hors prestation), le revenu est reconnu au moment du transfert de la majorité des risques et avantages à l'acheteur, ce qui intervient généralement au moment de la livraison ;
- pour les contrats de prestations de services, le revenu est reconnu à l'avancement, en fonction de l'avancement réel des travaux sur la base des coûts constatés par rapport aux coûts totaux estimés.

2.9 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. A la clôture de chaque exercice, les risques de non recouvrement sont pris en compte et ces créances font l'objet d'une provision le cas échéant.

2.10 Valeurs mobilières de placement

Elles sont exclusivement constituées par des valeurs mobilières (autres que les actions propres). Leur valeur brute est formée par leur coût d'achat, hors frais et accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

2.11 Provisions pour risques

Les provisions sont établies suivant les dispositions prévues par le règlement CRC 2000-06 sur les passifs. Les risques connus à la date de l'arrêté des comptes font l'objet d'un examen et une provision est constituée.

2.12 Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent exclusivement les amortissements dérogatoires. Les amortissements dérogatoires sont constitués par la différence entre l'amortissement linéaire inscrit en exploitation et l'amortissement dégressif autorisé par la législation fiscale en vigueur.

2.13 Enregistrement des opérations en devises

La société LATECOERE, pour les transactions effectuées en devises (essentiellement avec le dollar US), gère son risque de change en couvrant ses flux prévisionnels de recettes par des contrats de ventes à terme de devises. Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le cours du jour de la transaction. Les créances libellées en dollar couvertes par des ventes à terme sont valorisées à la clôture au cours de couverture de ces ventes à terme.

Les autres créances et dettes libellées en devises sont valorisées au cours de clôture. Les différences de change sont enregistrées en résultat financier et les instruments de couverture détaillés en engagements hors-bilan.

2.14 Médailles du travail

En conformité avec la recommandation n° 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité (règlement n° 2000-06 sur les passifs), la société LATECOERE a comptabilisé sur l'exercice 2004 une provision pour médailles du travail, calculée en conformité avec la norme IAS 19 (sur la base d'hypothèses actuarielles, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel). Au 31 décembre 2016, le montant de cette provision a été réévalué et s'élève à 1 805 K€ contre 1 726 K€ au 31 décembre 2015.

2.15 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté à la livraison des produits ou à la réalisation des prestations de services.

2.16 Impôts

Depuis l'exercice fiscal 2009, la société LATECOERE s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle due au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés LATECOERE, LATElec, et LATECOERE développement.

La société LATECOERE Services ne fait plus partie du Groupe fiscal à compter de sa date de cession.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société LATECOERE, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

2.17 CICE

Le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est pris en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes.

La comptabilisation du CICE a été réalisée en diminution de l'impôt sur les sociétés, par le crédit d'un sous compte d'un crédit d'impôt (compte 6996).

Le montant comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'élève à 1 171 536 € et a fait l'objet de préfinancement.

Le CICE a été principalement utilisé pour la reconstitution du fonds de roulement.

NOTE 3 IMMOBILISATIONS

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2015	Acquisitions	Reclassement	Cessions / mises au rebut	31 déc. 2016
Frais d'établissement	9 011	0	0		9 011
Fonds de commerce	500	0	0		500
Logiciels*	7 364	701	10 651	5	18 712
Immobilisations incorporelles	16 875	701	10 651	5	28 222
Terrains	505	0			505
Constructions	2 942	255	9 210	206	12 201
Installations techniques, matériels outillages industriels	34 557	1 244	952	818	35 935
Installations générales, agencements divers	9 574	0	-9 574	0	0
Matériel de transport	151	0		8	143
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 329	87	0	65	1 352
Immobilisations corporelles en cours	13 491	2 419	-11 239	0	4 671
Avances et acomptes	0	228		13	214
Immobilisations corporelles	62 549	4 232	-10 651	1 109	55 021
Titres de participation	45 854	100			45 954
Créances rattachées à des participations	26 657	2 419		2 554	26 523
Autres titres immobilisés	25				25
Prêts, autres immobilisations financières	617	3 971		3 969	619
Immobilisations financières	73 154	6 490	0	6 522	73 122
TOTAL DES IMMOBILISATIONS BRUTES	152 578	11 424	0	7 637	156 365

* dont 10,7 M€ qui concerne des immobilisations corporelles en-cours reclassée en logiciels.

NOTE 4 AMORTISSEMENTS

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2015	Dotations	Reprises	Reclassement	31 déc. 2016
Frais d'établissement	516	1 802			2 318
Fonds de commerce	500	0			500
Logiciels	5 129	3 133	6		8 256
Immobilisations incorporelles	6 145	4 935	6	0	11 074
Constructions	1 069	574	90	5 874	7 426
Installations techniques, matériels outillages industriels	22 906	2 583	317		25 172
Installations générales, agencements divers	5 874	0	0	-5 874	0
Matériel de transport	133	5	8		131
Matériel de bureau, informatique, mobilier	994	108	65		1 037
Immobilisations corporelles	30 976	3 270	480	0	33 766
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	37 121	8 204	485	0	44 840

En milliers d'euros	Linéaire	Dégressif	Amortissements dérogatoires	
			Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles	4 935	0	461	810
Constructions	6 447		15	0
Installations techniques, matériels outillages industriels	2 583		467	522
Installations générales, agencements divers	-5 874		47	129
Matériel de transport	5		0	0
Matériel de bureau, informatique, mobilier	108		0	0
Immobilisations corporelles	3 270	0	529	652
TOTAL VENTILATION DES DOTATIONS DE L'EXERCICE	8 204	0	989	1 462

NOTE 5 PROVISIONS

En milliers d'euros	31 déc. 2015	Dotations	Reprises	31 déc. 2016
Amortissements dérogatoires	5 814	989	1 462	5 342
Provisions réglementées	5 814	989	1 462	5 342
Provisions pour pertes de change	429	1 517	429	1 517
Autres provisions risques et charges	2 829	30 178	0	33 007
Provisions pour risques et charges	3 258	31 695	429	34 524
Provisions dépréciation immobilisations financières	1 560	0	0	1 560
Provisions dépréciation stocks et en-cours	25 127	323	7 386	18 063
Provisions pour dépréciation	26 687	0	7 064	19 623
TOTAL PROVISIONS	35 759	32 685	8 955	59 489

En milliers d'euros	Dotations	Reprises
Exploitations	411	7 386
Financières	1 517	429
Exceptionnelles	31 080	1 462
TOTAL	33 007	9 277

Au 31 décembre 2016, la dotation exceptionnelle correspond à la provision relative au Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) pour un montant de -30,1 M€.

NOTE 6 ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	26 523	261	26 262
Prêts	409		409
Autres immobilisations financières	211	130	81
Clients douteux ou litigieux	34	34	
Autres créances clients	16 930	16 930	
Personnel et comptes rattachés	25	25	
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux	0	0	
Etat et autres collectivités	29 288	15 001	14 287
Groupe et associés	38 260	38 260	0
Débiteurs divers	70 285	70 285	
Charges constatées d'avance	905	905	
TOTAL ETAT DES CREANCES	182 869	141 831	41 037
Prêts accordés en cours d'exercice	0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice	0		

Les créances à plus d'un an relatives à la ligne « Etat et autres collectivités » correspondent à et des crédits d'impôts (CIR et CICE notamment).

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Avances remboursables	33 428	1 038	8 910	23 479
Emprunts à 1 an maximum à l'origine	17	17	0	
Emprunts à plus d'1 an à l'origine	82 403	119	82 285	0
Emprunts et dettes financières divers	0	0	0	
Fournisseurs et comptes rattachés	87 648	87 648		
Personnel et comptes rattachés	9 679	9 679		
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux	11 682	11 682		
Etat : impôt sur les bénéfices	856	856		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 113	1 113		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	2 369	2 369		
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	1 652	1 652		
Groupe et associés	92 861	92 861		
Autres dettes	39 707	16 428	9 998	13 281
Produits constatés d'avance	874	874		
TOTAL ETAT DES DETTES	364 290	226 337	101 193	36 760
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	15 500			

NOTE 7 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

En milliers d'euros	Devise	Taux intérêt	Année d'échéance	31 déc. 2016	
				Valeur nominal	Valeur comptable
Crédit syndiqué - Tranche B	EURO	EURIBOR+ marge	2020	82 285	82 285
Facilités bancaires et autres	EURO	EURIBOR + marge	n/a	136	136
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				82 420	82 420

Engagements financiers sur le crédit syndiqué

Le crédit syndiqué inclut un covenant engageant la société à respecter un minimum d'EBIT dont l'application n'interviendra qu'à partir du 31 décembre 2017.

NOTE 8 AVANCES REMBOURSABLES

L'avance remboursable la plus significative est relative aux programmes A380 (23 M€). Les avances sont remboursables en cas de succès du programme, et les remboursements sont liés aux livraisons de chaque

produit ayant fait l'objet d'une avance. Les conditions de remboursement sont fixées dans la convention signée avec l'organisme prêteur.

NOTE 9 PRODUITS A RECEVOIR, CHARGES A PAYER, CCA et PCA

En milliers d'euros	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Factures à établir	4 032	948
Intérêts courus à recevoir + divers	25	0
Total des produits à recevoir	4 057	948
Intérêts courus sur emprunts	119	1 074
Fournisseurs factures non parvenues	26 357	29 389
Charges fiscales et sociales à payer	12 959	12 027
Intérêts courus sur découvert	17	19
Autres	20 647	18 744
Total des charges à payer	60 098	61 253
Primes d'assurances	104	98
Charges diverses de gestion	802	677
Total des charges constatées d'avance	905	775
Total des produits constatés d'avance	874	5 456

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES

Les actions de la société LATECOERE sont cotées sur EURONEXT PARIS, de NYSE EURONEXT compartiment « B ». Code ISIN : FR 0000032278

Le capital social s'élève à 188 087 352 €, et se décompose ainsi :

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice	93 347 165	2,00
Actions émises pendant l'exercice	696 511	2,00
Actions échangées pendant l'exercice (réduction de la valeur nominale)	0	
Actions composant le capital social en fin d'exercice	94 043 676	2,00

Au cours de l'exercice 2016, une augmentation de capital réservée aux salariés a été opérée pour un montant de 1 933 022 euros.

En milliers d'euros	Montant
Capitaux propres au 31/12/14	34 448
Augmentation capital + primes	284 115
Résultat 2015	-8 625
Distribution de dividendes 2014	0
Provisions réglementées	834
Capitaux propres au 31/12/15	310 772
Primes	2 194
Résultat 2016	-39 635
Distribution de dividendes 2015	0
Provisions réglementées	-473
Capitaux propres au 31/12/16 (1)	272 858

(1) Dont réserves indisponibles pour couverture des actions propres pour un montant de 128 K€.

Actions propres

En quantité	31-déc.-15	Acquisitions	Cessions	31-déc.-16	% du Capital
Titres LATECOERE	29 432	971 917	967 319	34 030	0,04%

En milliers d'euros	31-déc.-15	Acquisitions / Provisions	Cessions	31-déc.-16	Cours Moyen Acquisitions
Titres LATECOERE	120	3 426	3 418	128	3,76

NOTE 11 CHIFFRE D'AFFAIRES

PAR DOMAINE

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2016		31 déc. 2015	
	Montant	%	Montant	%
Activité civile	482 385	98%	497 658	98%
Activité militaire	10 579	2%	7 631	2%
TOTAL	492 963	100%	505 290	100%

PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2016		31 déc. 2015	
	Montant	%	Montant	%
France	163 919	33%	164 406	33%
Export	329 044	67%	340 884	67%
TOTAL	492 963	100%	505 290	100%

PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE (EXPORTATIONS DIRECTES)

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2016		31 déc. 2015	
	Montant	%	Montant	%
Europe	258 932	53%	272 341	54%
Amérique	229 716	47%	227 997	24%
Asie	4 308	1%	4 946	1%
Autres	7	0%	7	21%
TOTAL	492 963	100%	505 290	100%

Il est à noter que cette décomposition ne traduit pas la destination finale des matériels produits par notre société. En effet, la plupart des ventes à nos clients français (Airbus France, Dassault,...) peuvent se trouver au final exportées.

NOTE 12 RESULTAT FINANCIER

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Produits financiers participations	3 448	4 024
Autres intérêts et produits assimilés	256	73
Reprise sur provisions et transfert de charges	429	1 127
Différence positives de change	9 721	17 826
Charges exceptionnelles diverses	2	8
PRODUITS FINANCIERS	13 855	23 057
Dotations financières amortissements, provisions	1 517	429
Autres intérêts et charges assimilées	11 718	18 478
Différences négatives de change	22 819	51 536
Charges nettes cessions de valeur mobilières de placement	0	28
CHARGES FINANCIERES	36 054	70 470
RESULTAT FINANCIER	-22 198	-47 413

NOTE 13 IMPOT SUR LES SOCIETES

L'impôt afférent à chaque résultat est déterminé en tenant compte des réintégrations et déductions fiscales pratiquées et des taux d'imposition applicables aux opérations concernées.

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	Réintégrations et déductions fiscales	Assiette I.S.	Impôt société	Montant net
Résultat courant	-17 091		-17 091	0	-17 091
Résultat exceptionnel	-30 786		-30 786	0	-30 786
Intéressement	-491				-491
Participation des salariés	0				0
Crédit d'impôt	2 828				2 828
Divers (is)	6 130				6 130
RESULTAT COMPTABLE	-39 410	0	-47 877	0	-39 410

Le poste divers comprend l'économie d'impôts liée à l'intégration fiscale.

NOTE 14 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Dotations aux amortissements dérogatoires	989	1 819
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	997	305
Valeur d'actif des immobilisations cédées	616	44
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	30 090	505
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	32 693	2 672
Reprises amortissements dérogatoires	1 462	985
Produits de cessions d'actifs	352	12
Produits exceptionnels sur opération de gestion	73	276
Produits exceptionnels divers	20	717
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 907	1 991

NOTE 15 ENGAGEMENTS FINANCIERS

15.1 Crédit-bail immobilier

En milliers d'euros	Coût d'entrée	Redevances payées		Redevances restant à payer			
		de l'exercice	cumulées	jusqu'à 1 an	+ 1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total à payer
Terrains et constructions Gimont 2002	6 791	640	9 120	480	0	0	480
TOTAL	6 791	640	9 120	480	0	0	480

15.2 Engagements de retraites

Les engagements en matière de départ à la retraite non comptabilisés au bilan sont estimés au 31 décembre 2016 à 9 210 K€, charges sociales incluses contre 8 062 K€ au titre de l'exercice précédent. La part des engagements de retraite comptabilisés au bilan à hauteur de 711 K€ fait suite à la fusion absorption de la société LATECOERE AEROSTRUCTURE.

Les engagements de retraites sont calculés selon la recommandation n° 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité. Les estimations des obligations de la Société au titre des engagements du personnel des sociétés françaises ont été calculées par un actuaire indépendant en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 1,6% (contre 2,1% en 2015), taux calculé sur la base des taux observés au 30 novembre 2016 d'obligations d'entreprises de 1^{ère} catégorie, le Groupe se référant notamment à l'indice Iboxx ;
- utilisation de la table de mortalité INSEE 2010-2012 ;
- la rotation du personnel constatée par tranche d'âge et par société ;
- âge de départ à la retraite : 66 ans ;
- progression des salaires conforme à la moyenne des dernières années ;

L'obligation est calculée charges sociales comprises. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés.

15.3 Engagements financiers sur contrats en devises et couvertures de change

Les principales modalités de couvertures sont les suivantes :

- transactions couvertes : estimation des flux futurs encaissés ou décaissés pour la période indiquées ;
- techniques de couverture : utilisation de contrats à terme ou de tunnels d'options garantissant un cours au pire sur les sous-jacents couverts.

Le montant total des contrats de couverture (contrats à terme et options) en USD s'élève au 31 décembre 2016 à 924 MUSD contre 775,3 MUSD à la clôture de l'exercice précédent. Ces engagements portés juridiquement par la société LATECOERE servent à couvrir l'ensemble du risque de change euros/USD du Groupe.

15.4 Engagements accordés aux sociétés du Groupe

Il n'y a pas d'engagements donnés (lettre de confort et caution solidaire) par la société LATECOERE aux sociétés du Groupe.

15.5 Dettes garanties

Les garanties données s'élèvent à 113 M€ et sont principalement constituées de nantissements et d'hypothèques données dans le cadre de la mise en place du contrat de crédit syndiqué. Certains contrats comportent des covenants et des engagements financiers décrits dans la note 7.

15.6 Autres informations

La société LATECOERE est partie conjointement avec la société LATElec d'un contrat d'affacturage pour un montant total maximal de 82,3 M€ d'encours financé applicable de manière commune aux sociétés LATECOERE et LATElec.

Pour la société LATECOERE, au 31 décembre 2016, le montant des créances clients cédées au factor s'élève à 90,1 M€. Le montant financé par le factor au titre des créances cédées s'élève à 43,6 M€. Au 31 décembre 2015, le montant des créances clients cédées au factor s'élevait à 85,6 M€. Le montant financé par le factor au titre des créances cédées s'élevait à 40,6 M€.

Dans le cadre de ses activités courantes ; la société LATECOERE a des engagements d'achats liés à la production. Ces engagements reposent principalement sur les prévisions de cadence des donneurs d'ordre et sont réalisés à des conditions normales de marché.

La société a également donné des engagements auprès des douanes pour un montant de 0,6 M€

NOTE 16 INCIDENCE DES DISPOSITIONS FISCALES DEROGATOIRES SUR LE RESULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	Base	Incidence
Résultat net de l'exercice	-39 410	-39 410
Dotations aux amortissements dérogatoires	989	989
Reprises des amortissements dérogatoires	1 462	-1 462
Réduction d'impôt du fait des dotations	341	-341
Augmentation d'impôt du fait des reprises	503	503
RÉSULTAT HORS INCIDENCE DES DISPOSITIONS FISCALES DÉROGATOIRES		-39 720

NOTE 17 SITUATION FISCALE DIFFEREE

<i>En milliers d'euros</i>	Base	Incidence
Amortissements dérogatoires	5 342	-1 839
Participation des salariés	0	0
ORGANIC	748	-270
Provision de départ à la retraite	711	-245
Ecart de conversion passif	4 003	-1 445
SITUATION FISCALE DIFFEREE	10 804	-3 799

NOTE 18 EFFECTIF MOYEN

	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Cadres	333	336
ETAM	528	576
Ouvriers	127	158
TOTAL	988	1 070

NOTE 19 REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et des organes de direction (10 meilleurs salaires de la Société) s'élèvent pour 2016 à 3 037 K€.

NOTE 20 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

En milliers d'euros	Capital social	Réserves et Report à nouveau	Quote-part %	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis et non remboursés	C.A. du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés au cours du dernier exercice	Avals et cautions donnés par la société
LATECOERE Inc. 1000 Brickell av. - suite 641 Miami Florida 33131 USA	569	133	100%	541	128	2 112	3	0	0
LATECOERE Développement 135 rue de Pérôle 31500 Toulouse France	600	3 097	100%	572	0	0	51 978	600	0
LATELEC Z.I. La Bourgade rue Max Planck 31315 Labège France	7 600	67 481	100%	7 600	25 068	237 279	5 132	1 100	0
LATECOERE Czech Republic s.r.o. Letov Letecká Vyroba Beranovich, 65 199 02 Praha 9 - Letnany Czech Republic	23 386	7 153	100%	20 787	0	107 628	-382	0	0
LATECOERE Do Brasil Av Getulio Domeles Vargas 3,320 12305-010 Jacarei (SP) Brazil	9 032	8 133	98%	13 425	0	21 951	1 347	0	0
Corses Composites Aéronautiques Z.I. Du Vazzio 20090 AJACCIO France	1 707	5 836	25%	1 777	0	55 075	1 009	0	0
LATECOERE Bulgarie 1142 SOFIA arrondissement de Sredets, 21 boulevard Patriarh Evtimiy, entrée V, étag.3, apt 52	102	0	100%	100	0	0	0	0	0

Les éléments du bilan des sociétés dont la devise de fonctionnement est différente de l'euro a été converti au taux de clôture et les éléments du compte de résultat au taux moyen de la période clôturée.

NOTE 21 PARTIES LIEES

En milliers d'euros	Montants concernant les entreprises :	
	liées (contrôlées à plus de 50%)	avec lesquelles la société a un lien de participation
Titres de participations	42 925	1 777
Autres créances rattachées à des participations	25 196	0
Créances diverses	38 658	0
Créances clients et comptes rattachés	8 924	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 262	0
Dettes diverses	92 861	0
Produits d'exploitation	65 213	3 083
Charges d'exploitation	127 467	2 666
Produits financiers	2 544	0
Charges financières	812	205

NOTE 22 INFORMATIONS SUR LES RISQUES**22.1 Risque de contrepartie**

Du fait de la nature des principales contreparties, la société n'est pas exposée au risque de crédit de manière importante et ne prévoit aucune défaillance de tiers pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers de la société. A la clôture de l'exercice, la société n'a pas identifié de risque de crédit significatif sur ces actifs échus non provisionnés.

La société met en place des instruments financiers dérivés dans le but de réduire son exposition aux risques de change et de taux. Ces opérations sont contractées de gré à gré avec des banques de 1^{er} rang et ne présentent pas à ce titre de risque de défaillance.

La trésorerie est placée au travers d'instruments monétaires sans risque auprès d'établissements bancaires de 1^{er} rang.

22.2 Risque de change

De par son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients français, la société est confrontée à des risques de change. Le risque lié aux fluctuations du dollar est couvert pour partie par des contrats de ventes à terme et par des tunnels d'options. Le taux du dollar et le risque de change associé font partie des hypothèses futures estimées dans le cadre des contrats de construction pour la détermination des marges à terminaison.

NOTE 23 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes de l'année 2016 ressortent à 380 K€ et les honoraires facturés au titre des prestations entrant dans le cadre des diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes s'élèvent à 15 K€.

NOTE 24 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Dans le prolongement de son plan de Transformation 2020, la société Latécoère SA a signé le 10 février 2017 un accord-cadre avec un promoteur immobilier en vue de la cession de son site de Périole à Toulouse. Cette cession, soumise à un certain nombre de conditions suspensives usuelles dans ce type de transaction, sera réalisée de manière étalée sur une période de 7 à 10 ans afin de s'adapter aux contraintes industrielles du Groupe. Par ailleurs, la société s'est engagée vis-à-vis de ce promoteur à se porter preneur de bureaux en l'état de futur achèvement sur une partie réduite de ce même site afin d'héberger ses fonctions support.